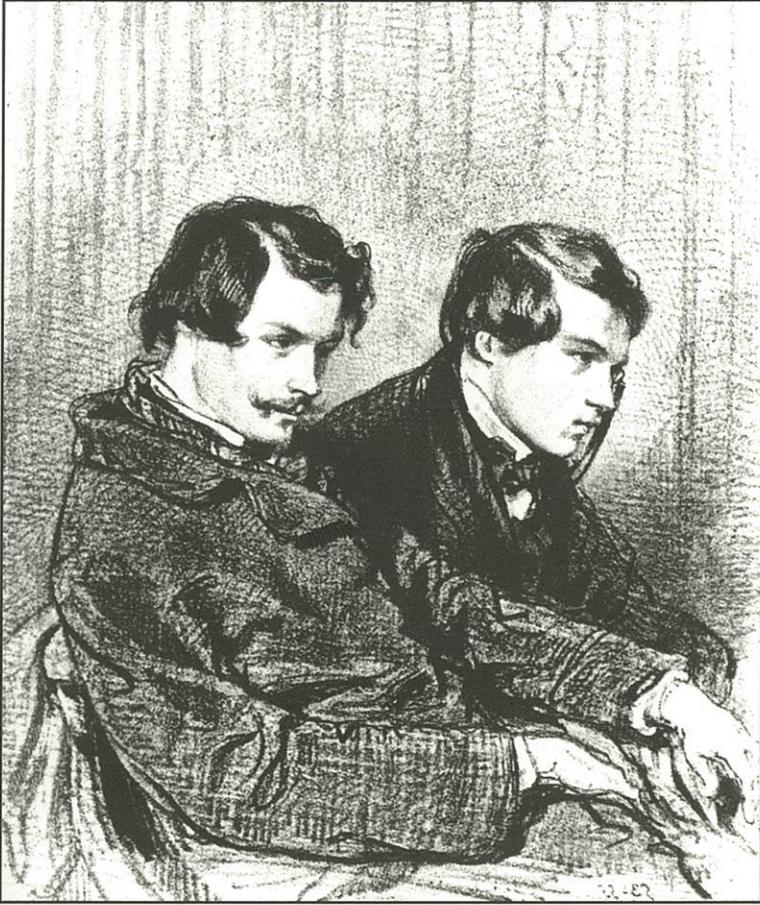


*Cahiers*  
*Edmond & Jules de Goncourt*



*Politique, histoire, religion*

*Dossier*  
*Les Goncourt : politique, histoire, religion*

## Les Goncourt et l'idéologie libérale ou *Les idées révolutionnaires de deux conservateurs\**

Le *Journal* de Jules et Edmond de Goncourt, l'un des tableaux les plus singuliers de la vie littéraire, renferme un certain nombre de projets d'ouvrages demeurés sans suite. Parmi ces livres mort-nés figurent des titres qui révèlent une orientation plus politique que moralisante, plus proche d'une tentative, vite abandonnée, de systématisation idéologique que d'une analyse des mœurs relevant de leur conception de l'histoire. Depuis l'*Histoire impopulaire de Napoléon* à *L'État au XVIII<sup>e</sup> siècle*, jusqu'aux *Idées révolutionnaires d'un conservateur*, ces projets témoignent d'un intérêt constant pour la réalité politique que les deux frères ne surent ou ne voulurent pas structurer, par peur des contradictions ou parce qu'ils avaient conscience d'être eux-mêmes, et ce n'était pas pour leur déplaire, inactuels<sup>1</sup>.

Les observations politiques fragmentaires et discontinues, que l'on découvre dans le *Journal*, doivent être mesurées à l'aune des contingences historiques et des profonds bouleversements dont les deux auteurs sont les témoins, mais aussi en fonction du caractère « sténographique » de leurs notations diaristiques et de l'aspect indirect, ou allusif, de leurs romans. Leur positionnement idéologique est souvent énoncé de façon prismatique. L'indépendance économique de propriétaires fonciers et de rentiers qui est la leur, sans qu'elle fasse d'eux des hommes de lettres fortunés, leur permet de cultiver un ethos idéalement aristocratique et de se consacrer au sacerdoce littéraire, elle est la garantie d'une liberté de pensée qui s'exerce à travers leur rôle d'observateurs de la société et dans la fréquentation des salons et des personnalités du moment<sup>2</sup>. Les Goncourt ne se veulent pas des penseurs politiques ou des experts en économie, encore moins des philosophes, ce qui les dispose à la polémique plus qu'à la conceptualisation. Mais leur statut d'excentrés par rapport à l'idéologie dominante, que souligne leur éloge du XVIII<sup>e</sup> siècle et la valeur qu'ils confèrent à l'art, considéré comme

---

\* Cet article constitue le deuxième volet d'une enquête sur l'idéologie antilibérale des Goncourt dont les premiers résultats ont été rassemblés dans la communication « Les Goncourt ou la vision antilibérale de l'histoire », présentée lors du colloque international *Les Goncourt historiens* (Université de Strasbourg, 9-10 avril 2015), à paraître prochainement dans les Actes.

1. Cf. *Journal*, 8 octobre 1859 (Edmond et Jules de Goncourt, *Journal des Goncourt*, éd. J.-L. Cabanès, t. I, Paris, Honoré Champion, 2008, p. 277), 30 mai 1861, (*Ibid.*, t. III, p. 120) ; 13 mai 1889 (Edmond et Jules de Goncourt, *Journal. Mémoires de la vie littéraire III*, éd. R. Ricatte, Paris, Robert Laffont, 1989, t. III, p. 269).

2. Pierre-Jean Duffief (« Les Goncourt et le sacerdoce de l'écrivain », *Cahiers Edmond et Jules de Goncourt*, 4, 1995-1996, p. 133) souligne que les dîners Magny, où Taine et Renan sont leurs commensaux, permettent aux deux frères d'assister à des discussions philosophiques ou politiques.

un absolu<sup>1</sup>, ne les empêche pas de rester fidèles au rôle d'historiens des mœurs qu'ils ont choisi d'endosser à travers l'image qu'ils forgent de la *ploutocratie* du XIX<sup>e</sup> siècle et, incidemment, du libéralisme qui l'a rendue possible.

On ne saurait le définir comme une idéologie propre à un régime particulier, mais comme un système de pensée et d'organisation politique et sociale qui irrigue toute l'histoire du XIX<sup>e</sup> siècle. Le libéralisme classique ou « prélibéralisme » qui, au XVIII<sup>e</sup> siècle, se manifestait comme une déclaration d'insoumission et d'anti-grégarisme à l'encontre de l'absolutisme royal, est la seule forme, parmi les nombreuses évolutions qu'il subit, que les Goncourt acceptent et qui les pousse à se déclarer libéraux à l'image de Chateaubriand<sup>2</sup>. La Révolution française, en fonction de laquelle va s'écrire toute l'histoire du XIX<sup>e</sup> siècle et dont émergent les trois attitudes politiques fondamentales – libérale, réactionnaire et révolutionnaire – par rapport auxquelles tout individu est amené à se situer<sup>3</sup> lui donne une portée nouvelle. L'intérêt des Goncourt historiens pour la Révolution de 1789 n'apparaît pas seulement comme le corollaire de leur enquête sur le XVIII<sup>e</sup> siècle, elle est aussi un témoignage de leur ancrage dans l'histoire des idées de leur temps. Si les deux frères signalent que la Révolution est le fruit d'une pensée subversive, typique de l'ethos français<sup>4</sup>, il leur semble que les conséquences qui en résultent nient son bien-fondé. Les deux frères s'opposent par conséquent aussi bien à ceux qui, comme les socialistes, leur apparaissent comme les héritiers de la Terreur qu'aux libéraux qui, comme Thiers, exaltent dans la coupure de 1789, la fin l'Ancien Régime. Les ouvrages des Goncourt sur la société française sous la Révolution et le Directoire signalent ainsi leur contre-révolutionnarisme, hostile à l'idée de progrès véhiculé par les Lumières, ils les inscrivent dans la lignée de Chateaubriand ou de Balzac, dans la catégorie des conservateurs légitimistes et des réactionnaires favorables au prélibéralisme et partisans de l'antimodernité dont les traits ont été définis par Antoine Compagnon<sup>5</sup>.

Les Goncourt discernent, dans ce XVIII<sup>e</sup> siècle qu'ils prisent, les racines du libéralisme qui a permis aux libertés fondamentales acquises par la Révolution de devenir une réalité, à l'égalité de se faire une place, à la démocratie et à la répu-

1. Cf. Robert Kopp, « Les Frères Goncourt ou les paradoxes de la vérité », préface à Edmond et Jules de Goncourt, *Journal. Mémoires de la vie littéraire. I – 1851-1865*, op. cit., pp. XII-XIII; Jean-Louis Cabanès « Introduction » à Edmond et Jules de Goncourt, *Journal des Goncourt*, tome I, Paris, Honoré Champion, 2005, pp. 18-19. Leur sentiment sur la place de l'homme de lettres dans la société de leur temps est très tôt affirmé dans le *Journal* (11 mai 1859, *Journal des Goncourt. Tome II: 1858-1860*, op. cit., pp. 237-238).

2. En parlant de Chateaubriand, les deux écrivains ont synthétisé leur idéologie et se sont déclarés sceptiques, monarchiques, libéraux et aristocrates (29 novembre 1860, *Journal des Goncourt*, édition Jean-Louis Cabanès, II, p. 527).

3. Cf. Pierre Manent, *Histoire intellectuelle du libéralisme. Dix leçons*, Paris, Calmann-Lévy, 1987, p. 173, p. 201.

4. 24 juin 1859, *Journal des Goncourt*, éd. Jean-Louis Cabanès, II, p. 253.

5. Antoine Compagnon, *Les Antimodernes. De Joseph de Maistre à Roland Barthes*, Paris, Gallimard, 2005, pp. 8-9, 25, 27.

blique de s'installer et de façonner irrémédiablement la physionomie des temps à venir. Leur sentiment contre-révolutionnaire, participant d'un courant d'idées qui se développe dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>1</sup>, naît cependant de la constatation de l'échec de la Révolution quant à l'application de certains principes libéraux, puisque celle-ci a aboli les privilèges de caste mais les a fait réapparaître sous d'autres formes, les transférant des mains d'une aristocratie soucieuse de l'intérêt général, cultivant les vertus nobles de la générosité, du courage, de la maîtrise de soi et du dévouement à la nation, aux mains d'une bourgeoisie individualiste, défendant les vertus privées, et préoccupée uniquement de son profit. Edmond et Jules reprochent à la Révolution la dérive démocratique et violente de 1793, partageant sur ce point les positions de libéraux comme Benjamin Constant ou Alexis de Tocqueville, et ils soulignent les dangers que présentent l'émancipation à l'égard du politique et la délégation de la souveraineté à travers le système représentatif, qui peut facilement conduire au despotisme de la majorité sur la minorité<sup>2</sup>. Les conséquences de la Révolution sur la transformation de la société justifient à leurs yeux une condamnation sans appel : « L'Égalité de 89 est un mensonge ; la non-égalité avant 89 était une injustice, mais une injustice au profit très généralement des gens élevés<sup>3</sup> », constatent-ils. La Révolution a engendré « la France et le XIX<sup>e</sup> siècle – un peuple et un temps qui donnent l'exemple d'une idolâtrie dont il faut aller chercher l'aveuglement, l'abaissement, la lâcheté endémique dans les Bas-Empires, autour des Héliogabales ! » ; elle a fait « de la grande France d'autrefois la petite et ridicule France d'aujourd'hui<sup>4</sup> ». La guerre de 1870 et la Commune, qu'Edmond considère comme un prolongement de 1789, seront l'occasion d'un diagnostic définitif sur cet épisode crucial de l'histoire de France<sup>5</sup>.

La contestation du souffle révolutionnaire qui informe le XIX<sup>e</sup> siècle, et dont la souche réside dans la Révolution de 1789, alimente la pensée antilibérale des deux frères. Les événements de 1848, qu'ils peuvent observer de près, ont probablement renforcé leur vision critique de la Révolution française, mais surtout confirmé leur haine de la démocratie et de toute forme de subversion populaire. Œuvre de la bourgeoisie libérale et démocratique, la révolution de 1848, am-

---

1. Catherine Thomas, *Le Mythe du XVIII<sup>e</sup> siècle au XIX<sup>e</sup> siècle (1830-1860)*, Paris, Honoré Champion, 2003, pp. 21, 118.

2. Catherine Audard, *Qu'est-ce que le libéralisme? Éthique, politique, société*, Paris, Gallimard, 2009, pp. 110-114. Pour Guido De Ruggiero (*Storia del liberalismo europeo*, Roma-Bari, Laterza, 2003 – 1<sup>re</sup> éd. 1925 –, pp. 86-87), la démocratie de 1793 étouffe le libéralisme de 1789 en tuant toutes les libertés fondamentales précédemment conquises. Les véritables révolutionnaires seraient donc les bourgeois libéraux d'hier.

3. 20 octobre 1856, *Journal des Goncourt*, I, *op. cit.*, p. 318. Sur la Révolution française, cf. aussi 16 août 1857 (*ibid.*, pp. 441-442), 5 décembre 1857 (*ibid.*, p. 479), 26 juin 1860 (*Journal des Goncourt*, II: 1858-1860, *op. cit.*, pp. 428-429).

4. 22 mai 1859, *ibid.*, p. 245 ; Dimanche 14 juillet 1889, *Journal. Mémoires de la vie littéraire*, III, éd. Ricatte, *op. cit.*, p. 295.

5. *Ibid.*, II, pp. 337-338.

plement documentée dans la correspondance et dans les *Notes anciennes retrouvées*, induit les Goncourt à réfléchir sur les conséquences du libéralisme, sur les dangers de sa portée républicaine et démocratique, sur son anti-légitimisme et son acceptation de la dictature s'il s'agit de déjouer tout risque communiste. Les *Notes anciennes retrouvées*, rédigées par Jules, relatent dans le détail la journée du 15 mai 1848 où le peuple envahit en vain l'Assemblée nationale dans l'espoir de la dissoudre<sup>1</sup>. Le récit sur le vif de cette journée historique, assimilée à « un second 24 février... manqué », se focalise sur la poussée révolutionnaire du peuple au cri de « Vive la république démocratique » ; la correspondance, plus méditée, fait percer les angoisses des deux artistes face à la montée au pouvoir des forces socialistes. Jules critique l'action du gouvernement dans une lettre à son ami Louis Passy, et voit déjà se profiler la figure de Louis Bonaparte, « un Pygmée dont on a fait un géant<sup>2</sup> ». Après les insurrections de juin 1848, Edmond écrit à son cousin Léonidas Labille que l'écrasement de la révolte et la victoire de la bourgeoisie ne sont que temporaires et « chèrement achetée[s] », qu'elles constituent « l'ouverture de la campagne que les idées socialistes et communistes [...] préparent », où ils seront « appelés à avoir le dessous dans un laps de temps qui pourrait bien ne pas excéder un quart de siècle<sup>3</sup> ». Edmond entrevoyait encore, sous le règne libéral de Louis-Philippe, une « vieille société » conservant quelques privilèges que les derniers événements ont définitivement mise en péril. Une lettre de la même époque, à Paul Collardez, retrace sa haine de la révolution en tant que soulèvement populaire violent, son appréhension face à l'avènement de la République et du socialisme, et prophétise la fin de la propriété, après celle de la noblesse et avant celle du talent<sup>4</sup>. Les deux artistes craignent de voir leurs prérogatives de propriétaires abolies et assistent, effrayés et inertes, à la marche de l'égalité et de la démocratie, de la République comme

1. *Notes anciennes retrouvées*, in *Journal des Goncourt*, édition Jean-Louis Cabanès, *op. cit.*, t. I, pp. 39-44.

2. Lettre de Jules à Louis Passy, datée Jeudi 22 juin 1848, in Edmond et Jules de Goncourt, *Correspondance générale (1843-1862)*, tome I, éd. P.-J. Dufief, Paris, Honoré Champion, 2004, p. 37. Leur présage sur Napoléon semble rejoindre la prophétie énoncée par Tocqueville lors du discours du 27 janvier 1848. Cf. lettre de Jules à Léonidas Labille du 8 janvier 1849 (*ibid.*, p. 75). Dans son discours, Tocqueville condamne le régime de Louis-Philippe, accusé d'avoir seulement œuvré dans l'intérêt de la bourgeoisie à laquelle il avait lancé le fameux « Enrichissez-vous », et d'avoir asservi la politique à la réalisation de l'intérêt privé. Pour contrecarrer la révolution qu'il voit se préparer, Tocqueville estime la réforme électorale essentielle (Guido De Ruggiero, *op. cit.*, pp. 202-203).

3. Lettre d'Edmond à Léonidas Labille, [fin juin 1848], *Correspondance générale (1843-1862)*, *op. cit.*, p. 43.

4. Lettre d'Edmond à Paul Collardez, [fin juin 1848], *ibid.*, pp. 41-42. Jules écrit à Louis Passy, le 3 juillet 1848, qu'il redoute « la guerre du pauvre contre le riche [...] la première page du Socialisme et du Communisme », et annonce une nouvelle révolution qui sera « le 89 de la propriété » (*ibid.*, p. 46). Ce sont les dangers qu'évoque Denoël dans *Renée Mauperin* pour déstabiliser Bourjot (Edmond et Jules de Goncourt, *Renée Mauperin*, éd. N. Satiat, Paris, GF Flammarion, 1990, chap. XXXI).

gouvernement de la nation par le peuple<sup>1</sup>. Ils se plaignent d'ailleurs de la place que la politique semble prendre dans la vie de chacun dans une période aussi mouvementée. Jules déplore l'avenir de la France socialiste et républicaine et critique l'attitude réactionnaire du gouvernement napoléonien, qui ne pourra que provoquer une nouvelle révolution au lieu de la réprimer<sup>2</sup>. Les événements de 1848 conditionnent d'ailleurs la pensée de nombre d'intellectuels qui redoutent une « guerre sociale », expression réitérée par Jules et spectre utilisé par Napoléon III pour rallier les petits et les grands possédants à son régime après le coup d'État du 2 décembre et justifier l'infléchissement dictatorial qu'il imprime. D'une révolution l'autre, le pessimisme et le scepticisme des Goncourt naissent de leur conviction de l'existence d'un rapport étroit entre des phénomènes historiques aussi extrêmes, dont ils se sentent menacés, du constat d'un embourgeoisement généralisé et d'une évolution républicaine du libéralisme qui suscitent en eux une vision décliniste de la société, où le bourgeois parvenu et le libéral converti finissent par s'identifier<sup>3</sup>.

Ces réflexions hantent *La Révolution dans les mœurs* qui dresse un portrait sans appel de la société issue de la monarchie de Juillet, marquée par l'importance croissante de l'utilitarisme et par la primauté des valeurs bourgeoises. L'anathème que les auteurs jettent sur la société de l'époque se développe dans ce pamphlet à travers un parallèle entre les structures sociales et les vertus de la noblesse d'Ancien Régime, reposant sur la famille patriarcale et le système héréditaire, et la société bourgeoise libérale qui défend une vision domestique, individualiste et marchande des rapports sociaux. L'instruction publique, l'abolition du droit d'aînesse, le principe d'amovibilité des titres et des charges, la priorité accordée au gain caractérisent l'avènement de la société moderne. Les Goncourt regrettent la fin du vieil ordre social aristocratique et stigmatisent la substitution de l'État à la cellule familiale, attribuant dorénavant au bourgeois la responsabilité de ce qu'ils considèrent comme une « révolution dans les mœurs » qui a contaminé toutes les strates de la société<sup>4</sup>.

Cette critique devient radicale avec l'avènement de Napoléon III : le coup d'État du 2 décembre 1851 est lui aussi assimilé à une révolution<sup>5</sup> et le Second Empire, dont la parabole est chronologiquement représentée dans la vie même de Chérie, est représenté comme le fossoyeur d'une vieille noblesse ayant survécu à la Révolution, encore vivante, bien que spectrale, « aux temps de la Restau-

1. Voir la lettre de Jules à Louis Passy, datée 18 juillet 1848, *Correspondance générale (1843-1862)*, op. cit., p. 50.

2. Cf. lettres de Jules à Louis Passy de Paris, 30 mai 1849 et de Bar-sur-Seine, le 26 juin 1849, *ibid.*, pp. 82, 86.

3. Cf. lettre d'Edmond à Paul Collardez du 11 avril 1851, *ibid.*, p. 136.

4. Cf. Pierre-Jean Dufief, « Les Goncourt moralistes et politiques » : *La Révolution dans les mœurs, Cahiers Edmond et Jules de Goncourt*, 15, 2008, pp. 143-156.

5. « Eh ! bien ! la révolution est faite », lit-on à la première page du *Journal*.

ration ou du règne de Louis-Philippe », mais désormais éradiquée<sup>1</sup>. Les annotations diaristiques d'Edmond lors du siège de Paris en 1870, de la guerre civile et de la Commune radicalisent les jugements portés sur la révolution de 1848 ; et si la première révolution débouche sur une République et le suffrage universel, elle se réalise complètement avec l'avènement de l'Empire, qui contrecarre l'avancée socialiste en libérant les forces nécessaires à la consolidation du pouvoir économique et politique de la bourgeoisie. Selon Edmond, la Commune donnera finalement le pouvoir au peuple et aux personnages médiocres qui vont former les gouvernements de la III<sup>e</sup> République – régime qu'il serait prêt à accepter pour le bien du pays s'il ne comptait dans ses rangs « tous les médiocrates, [...] toutes les ganaches, vieilles et jeunes, de l'extrême gauche<sup>2</sup> ». Dans un relent de pessimisme et de résignation il affirme : « Empire, République, c'est toujours la même chose ! [...] Rappelons-nous donc que les souverains, quels qu'ils soient, sont toujours le reflet d'une nation et qu'ils ne resteraient pas trois jours sur leurs trônes, s'ils étaient en contradiction avec son âme<sup>3</sup>. » Edmond rejette le parti républicain modéré dans lequel se sont réfugiés les libéraux, en appelle à la discipline que l'égalité, la démocratie et la dictature du peuple semblent avoir abolie<sup>4</sup>. Inquiet face au pouvoir conquis par les ouvriers, il remarque, en s'en affligeant, que « le gouvernement quitte les mains de ceux qui possèdent pour aller aux mains de ceux qui ne possèdent pas, de ceux qui ont un intérêt matériel à la conservation de la société à ceux qui sont complètement désintéressés d'ordre, de stabilité, de conservation<sup>5</sup>... ». Le sacrifice nobiliaire et désintéressé a cédé le pas à une insurrection que guide seulement « la satisfaction d'intérêts matériels tout bruts<sup>6</sup> ». La consolation réside alors dans le travail et dans la certitude que la vocation littéraire se situe au-dessus des intérêts patriotiques, reléguant toujours davantage le romancier dans une position marginale<sup>7</sup>.

Les Goncourt se sont très tôt sentis étrangers à la société qui succède à la Monarchie de Juillet<sup>8</sup>. La plupart des artistes qu'ils fréquentent, à l'exception de George Sand ou d'Émile Zola, partagent d'ailleurs leurs idées conservatrices, anti-égalitaristes, rêvent d'un aristocratie de l'intelligence et du gouverne-

1. Edmond de Goncourt, *Préface à Chérie*, éd. J.-L. Cabanès et Ph. Hamon, Jaignes, La Chasse au Snark, 2002, pp. 39-40.

2. 4 septembre 1870, *Journal*, éd. Ricatte, II, p. 276. Cf. également Jeudi 8 décembre 1870, *ibid.*, pp. 352-353.

3. 8 septembre 1870, *ibid.*, p. 281.

4. Mardi 31 janvier 1871, *ibid.*, pp. 387-388.

5. Mardi 28 mars 1871, *ibid.*, p. 401; cf. en outre lundi 20 mars 1871, vendredi 31 mars 1871 (*ibid.*, pp. 398-399, 402-403).

6. Samedi 1<sup>er</sup> avril 1871, *ibid.*, p. 403.

7. Il déclare en effet avoir évité le service de la Garde nationale non par lâcheté mais parce qu'il considère la mort pour son pays, dans ces circonstances, « au-dessous de [son] grade dans la littérature » (lundi 3 octobre 1870, *ibid.*, p. 302). Cf. également mardi 7 février 1871, *ibid.*, p. 389.

8. Dimanche, 18 novembre 1860, édition Jean-Louis Cabanès, t. II, p. 521.

ment d'une élite éclairée. Si les deux auteurs acceptent la défense des libertés fondamentales qui sont à la base de l'idéologie libérale, ils répudient le concept de liberté débridée qui, associé à celui d'égalité, mène à la démocratie. Ils se méfient de la confiance que les libéraux réservent à l'individu, car, au nom de leur élitisme, ils demeurent sceptiques sur les capacités de tous les individus, sans distinction, de nouer des relations pacifiques et de mettre leur intérêt personnel au service de l'intérêt public. D'où leur détachement du libéralisme quand celui-ci se transforme en libéralisme constitutionnel, permettant l'exercice de la souveraineté collective qui, à tout moment, risque de dégénérer en démocratisme. C'est par conséquent le libéralisme du bonheur, démocratique et égalitariste, qu'ils rejettent, au nom d'un libéralisme de la liberté d'empreinte aristocratique<sup>1</sup>. Ces tensions entre liberté et égalité, entre principe libéral et idéal démocratique, entrevues par Tocqueville ou par Renan<sup>2</sup>, sont au cœur des critiques qu'ils formulent à l'égard de la société du Second Empire, puis de la III<sup>e</sup> République. Leur rejet de l'égalitarisme niveleur est aussi refus de l'annihilation de l'élite intellectuelle aristocratique opérée au profit des masses ignorantes et intéressées. L'individualisme aristocratique est opposé à l'individualisme matérialiste et arriviste de la société bourgeoise, synonyme de désordre et d'utilitarisme<sup>3</sup>.

Dès 1849, Jules écrit à Louis Passy que « la société se matérialise [...]. L'humanité s'abaisse, l'homme grandit, il s'individualise, il se développe en dehors du mouvement général<sup>4</sup>... ». Les Goncourt voient dans l'égalité et la démocratie la mesure de tous les maux, ne retenant que l'égalité des droits<sup>5</sup>. Ils se défient, comme Baudelaire ou Gavarni, de la souveraineté populaire et de l'instrument de son application : le suffrage universel<sup>6</sup>. Même s'ils ont été parmi les premiers à faire d'un personnage issu du peuple l'héroïne d'un roman, au nom d'une adéquation à « un temps de suffrage universel, de démocratie, de libéralisme<sup>7</sup> », le sort qu'ils réservent à Germinie et les valeurs au nom desquelles ils la font évoluer dans l'intrigue révèlent qu'ils se réclament d'une appartenance de classe. La proximité de M<sup>lle</sup> de Varandeuil, l'aristocrate réduite à une condition de petite bourgeoise pauvre par les suites de la Révolution de 1789, mais fidèle à des valeurs de caste qui sont les garants de son intégrité morale, et de sa bonne Germinie, membre du peuple ayant réussi à se hisser au-dessus de son niveau social de départ mais finalement déçue, autorise une

1. Catherine Audard, *op. cit.*, pp. 150-153.

2. *Ibid.*, p. 207. Cf. aussi Pierre Manent, *op. cit.*, p. 221.

3. Les deux frères n'adhèrent à aucune des trois formes d'individualisme recensées par Catherine Audard (*op. cit.*, pp. 80-81).

4. Lettre de Jules à Louis Passy, datée Bar-sur-Seine 9 juillet 1849, *Correspondance générale (1843-1862)*, *op. cit.*, pp. 89-90.

5. Cf. 19 février 1857, *Journal des Goncourt*, édition Jean-Louis Cabanès, t. I, p. 360.

6. Cf. 15 juillet 1860, *ibid.*, p. 433 ; mardi 18 décembre 1860, *ibid.*, pp. 539-540.

7. Edmond et Jules de Goncourt, « Préface de la première édition » de *Germinie Lacerteux*, éd. N. Satiat, Paris, GF Flammarion, 1990, p. 55.

lecture sociologique du roman qui souligne les dangers auxquels peuvent conduire les illusions provoquées par l'indifférenciation sociale<sup>1</sup>. Leur aristocratismes est à l'enseigne de l'intelligence et du rang, non de la fortune, et se démarque en cela des idées libérales : les Goncourt déplorent que « les privilèges d'une hérédité de sang » aient été remplacés par « l'hérédité monstrueuse du mérite personnel<sup>2</sup> », et attribuent à la bourgeoisie la responsabilité de l'exclusion de l'homme de lettres de la société, au nom de l'égalité : « La grande passion de la bourgeoisie est l'égalité. L'homme de lettres la blesse, parce qu'un homme de lettres est plus connu qu'un bourgeois. Il y a rancune sourde, jalousie secrète<sup>3</sup> ». L'égalité favorise l'illusion des classes les plus basses de pouvoir accéder au bien-être et de gravir l'échelle sociale : les deux frères ne voient que le désordre provoqué par « l'anarchie des ambitions [...], du moment que tous peuvent prétendre à tout<sup>4</sup> ».

Témoins de la « Grande Peur » des années cinquante qui a permis à Napoléon III de consolider son pouvoir, redoutant « la tyrannie brutale du nombre inintelligent » et ses conséquences despotiques et liberticides, les Goncourt développent des idées anti-démocratiques<sup>5</sup>. Ils considèrent la démocratie comme le règne de la vulgarité, de la bêtise, du désordre et de l'égoïsme bourgeois, et critiquent le suffrage universel qui donne à la masse médiocre le même pouvoir qu'au génie. Ils détestent, en outre, la démagogie, en se donnant pour modèles Gavarni et Balzac<sup>6</sup>. Dans *Renée Mauperin*, la plupart de ces préoccupations émergent du dialogue entre le libéral républicain Bourjot, bourgeois parvenu, et Denoïsel, qui est le porte-parole des frayeurs des deux auteurs. Bourjot illustre l'inquiétude des possédants libéraux, enrichis durant la monarchie de Juillet, mais conscients que la marche vers l'égalité, qui autrefois a renversé la société féodale de l'Ancien Régime, risque de déterminer, avec l'avènement du socialisme favorisé par la démocratie et le suffrage universel, la fin de la propriété<sup>7</sup>. De même, les propos du voleur de *À bas le progrès !* traduisent bien les opinions des Goncourt qui, dans les gouvernants de l'époque, entrevoient « le règne de la médiocratie provinciale<sup>8</sup>... ». Les poussées démocratiques sont accusées de

1. Voir à ce propos notre communication « Les Goncourt ou la vision antilibérale de l'histoire », *cit.* Sur les risques auxquels expose l'indifférenciation sociale, cf. Nelly Wolf, *Le Peuple dans le roman français de Zola à Céline*, Paris, PUF, 1990, p. 128.

2. 20 février 1857, édition Jean-Louis Cabanès, I, p. 362.

3. 11 mai 1859, *ibid.*, p. 238. Cf. également 1<sup>er</sup> mars 1863, *ibid.*, III, p. 524.

4. Jeudi 17 mai 1860, *ibid.*, p. 407. Voir aussi 15 juillet 1860, *ibid.*, p. 434.

5. 28 janvier 1884, *Journal*, édition Ricatte, II, p. 1046. Leur position rejoint celle de Tocqueville, de Constant et de Stuart Mill. À propos de Tocqueville cf. 30 mai 1861, *Journal. Mémoires de la vie littéraire*, édition de Jean-Louis Cabanès, II, p. 702-703.

6. Pierre Sabatier, *L'Esthétique des Goncourt*, Genève, Slatkine Reprints, 1970, pp. 72-73.

7. Pierre Manent observe que le programme socialiste pourrait être en effet interprété comme une extension de la souveraineté du peuple au domaine social et économique (*op. cit.*, p. 188).

8. Edmond de Goncourt, *À bas le progrès ! Bouffonnerie satirique en un acte*, Paris, G. Charpentier tier et E. Fasquelle, 1893, pp. 22-23.

déteindre même sur les milieux artistiques<sup>1</sup>. Convaincus de la nécessité d'une oligarchie intellectuelle et contestant toute forme d'ouverture vers la gauche socialisante, que pratiqueront les libéraux ralliés à la III<sup>e</sup> République, Edmond et Jules restent des « hommes d'ordre<sup>2</sup> » qui respectent les institutions et l'autorité établie. La blague, arme et représentation de l'esprit démocratique, et l'instruction publique, destinée à favoriser l'égalité mais productrice de médiocratie, sont soupçonnées d'être à l'origine des dérives de la société du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>3</sup>. C'est ainsi toute l'idéologie du progrès, qui représente à la fois l'objectif et le fondement de la pensée libérale, que les Goncourt remettent en discussion et qu'Edmond résume de façon satirique dans *À bas le progrès !* Le progrès est taxé d'avoir produit la société de l'argent qu'est devenue la France sous le Second Empire et la III<sup>e</sup> République en favorisant le matérialisme et l'utilitarisme invoqués par la bourgeoisie<sup>4</sup>; ce qui plonge les Goncourt dans un scepticisme typique des conservateurs, dans un ennui et un pessimisme qui les accompagnent constamment, mais dont ils se disent fiers, prenant leur parti d'une condition commune à tous les observateurs et à tous les analystes du réel<sup>5</sup>. Ce pessimisme historique, que génère aussi le sentiment d'inadéquation, s'oppose à l'optimisme qui caractérise le libéralisme, capable de se réinvestir continuellement et de s'adapter aux revirements de l'histoire.

La position d'Edmond et Jules de Goncourt sur les différentes formes de régime s'accorde tout d'abord avec le libéralisme classique à ses débuts. Ils craignent « le gouvernement absolu de l'État, administrant tout, au nom de tous<sup>6</sup> », tous<sup>6</sup> », cette tyrannie bureaucratique qui menace avant tout la propriété. Ils semblent accepter dans un premier temps le Second Empire, auquel s'opposent les libéraux ; une fois que celui-ci devient plus libéral, après 1860, ils prennent leurs distances et choisissent l'isolement. S'ils ont adhéré à la monarchie consti-

1. Samedi 25 mai 1872, édition Robert Ricatte, II, p. 513.

2. Pierre Sabatier, *op. cit.*, p. 108.

3. Antoine Compagnon souligne que Taine préconise, dans *Les Origines de la France contemporaine*, un régime à la fois libéral et conservateur et que Renan, dont *La Réforme intellectuelle et morale* devient le bréviaire des intellectuels de l'époque, accuse le matérialisme et la démocratie d'être responsables de la défaite française de 1870 (*op. cit.*, pp. 35-36). Les positions de Renan sont très proches de celles des Goncourt : Renan conçoit le libéralisme dans sa forme classique et originaire, comme promotion des droits d'une élite intellectuelle, les libertés constituant un privilège et non une valeur enracinée dans les droits naturels (cf. Zeev Sternhell, *Les anti-Lumières. Une tradition du XVIII<sup>e</sup> siècle à la guerre froide*, Paris, Gallimard, 2010, pp. 386-387, 438-441).

4. Catherine Audard explique que le progrès est souvent associé à l'individualisme, à un utilitarisme intéressé, et finalement au capitalisme (*op. cit.*, p. 35).

5. Cf. 30 juillet 1861, *Journal*, édition Jean-Louis Cabanès, III, p. 717; dimanche, 18 novembre 1860, *ibid.*, p. 521. Antoine Compagnon observe que l'une des figures de l'antimodernité s'incarne dans le pessimisme et l'ennui, signe de résignation (*op. cit.*, p. 60). Flaubert et les Goncourt constituent « les trois mélancoliques de la société, les trois qui demanderaient à ne pas être nés » (*ibid.*, p. 108).

6. 27 décembre 1860, édition Jean-Louis Cabanès, II, p. 552.

tutionnelle, fondée sur le principe des libertés individuelles et sur la supériorité politique de l'élite, ils répudient la monarchie parlementaire dans laquelle ils voient la mainmise des « professeurs », déjà définis comme « la plaie et la peste du règne de Louis-Philippe<sup>1</sup> », et dénoncent l'incapacité des souverains, responsables du dévoiement républicain et révolutionnaire. Louis-Philippe, le roicitoyen ayant renoncé à son rôle, est en effet l'objet de leurs sarcasmes, notamment pour son côté bourgeois et marchand, pour son « scepticisme de blague moderne, d'homme d'affaires » ainsi que pour sa tolérance<sup>2</sup>. Selon la célèbre formule de Thiers, ils le désignent comme un Robert Macaire et n'épargnent pas les hommes de son gouvernement, définis comme « les percherons de la politique<sup>3</sup> ». Napoléon III est visé lui aussi : son délire d'omnipotence, que ne tempère pas la médiocrité de ses conseillers, semble redonner du lustre aux « hommes d'État bourgeois de Louis-Philippe », mais le mépris des deux auteurs envers les républicains et les libéraux du Second Empire issus de « la bourgeoisie la plus petite, la plus étroite, la plus ordinaire<sup>4</sup> » est absolu. Rien ne saurait éga-égaler la médiocrité de la République.

L'animosité envers le bourgeois comme représentant de la bêtise, de la vulgarité, mais aussi de l'intérêt matériel, de l'individualisme forcé et dépolitisé, résultat le plus immédiat de la pensée libérale traduite sur le plan économique, est le pendant de la pensée politique goncourtienne<sup>5</sup>. Les bourgeois sont des « néants fluides », selon l'expression de Théophile Gautier<sup>6</sup>, et l'œuvre romanesque des deux frères s'attache à en montrer la vanité, le ridicule et le pouvoir de corruption sur l'ensemble de la société. *Renée Mauperin* dresse le portrait impitoyable d'une bourgeoisie égoïste et avide, telle que l'a formatée le libéralisme sous la Restauration et la Monarchie de Juillet, cette œuvre fictionnalise l'image de la famille bourgeoise tracée dans *La Révolution dans les mœurs*<sup>7</sup>. À travers Charles Mauperin qui n'est pas sans rappeler le père des deux romanciers, à travers le riche drapier Bourjot qui rappelle de près leur cousin Léonidas

1. 4 août 1857, *Ibid.*, I, p. 439. Voir aussi 18 janvier 1857, *ibid.*, pp. 352-353.

2. *Ibid.*, II, p. 400.

3. Avril 1862, *Ibid.*, III, p. 809 ; Paris, 25 août 1864, *ibid.*, p. 1095.

4. 16 mars 1864, *ibid.*, p. 1060 ; jeudi 4 février 1864, *ibid.*, p. 1051. Les Goncourt s'indignent de savoir que l'Empereur s'inspire de Thiers, et que la bourgeoisie et les républicains ont remplacé les nobles auprès du souverain (lundi, 21 novembre 1859, *ibid.*, II, p. 299).

5. *Ibid.*, pp. 104-105 ; 25 décembre 1859, *ibid.*, pp. 319-320 ; samedi 25 février 1860, *ibid.*, p. 366 ; lundi 25 mars 1861, *ibid.*, III, p. 677 ; dimanche 7 avril 1861, *ibid.*, p. 683.

6. Voir le portrait de Gautier que les Goncourt insèrent dans les *Pages retrouvées*, préface de G. Geffroy, Paris, G. Charpentier et C<sup>ie</sup>, 1886, pp. 308-309. Le « vieux romantique » se déclare contre les libéraux, anti-républicain. Sur les rapports entre romantisme et libéralisme cf. Antoine Compagnon, *op. cit.*, pp. 128-129.

7. Pour une analyse de la bourgeoisie dans l'œuvre romanesque goncourtienne, cf. Stéphanie Champeau, « Les Goncourt moralistes dans *Renée Mauperin* », *Cahiers Edmond et Jules de Goncourt*, 15, 2008, pp. 95-121 et Federica D'Ascenzo, « Les Goncourt ou la vision antilibérale de l'histoire », *cit.* L'image de la famille bourgeoise que l'on trouve dans le *Journal* à la date du 1<sup>er</sup> novembre 1864 résume assez bien leurs sentiments.

Labille, les Goncourt peignent la trahison des principes libéraux asservis à la société du gain et terrorisés par la révolution et les tendances communistes et anarchisantes. Si Bourjot croit à la liberté de chacun de créer son propre destin au nom du mérite personnel et voit dans cette société de parvenus la garantie de l'égalitarisme<sup>1</sup>, la terreur du communisme et le rejet d'une République tendant au démocratisme ont transformé l'ancien carbonaro en un conservateur, toujours partisan du progrès et républicain par principe, mais obligé de défendre avant tout ses intérêts économiques en les préservant des menaces révolutionnaires. Henri Mauperin, jeune économiste politique, libéral doctrinaire inspiré de Louis Passy et d'Alphonse de Courmont, produit du règne du parlementarisme, est quant à lui le représentant de cette jeune bourgeoisie qui exalte le libéralisme marchand de l'Angleterre, dont le libéralisme français s'est toujours distingué. Il ne professe jamais de principes tranchés et marche « en avant des principes gouvernementaux », comme le libéralisme s'est habitué à le faire. Dans *Charles Demailly*, les personnages de Franchemont (modèle sur les idées de Barbey d'Aurevilly), et de Lamperrière opposent le légitimisme au républicanisme<sup>2</sup>, alors que Marthe Mance incarne la bêtise et la banalité des plus plates de la petite bourgeoisie.

Les réflexions politiques goncourtienne se précisent souvent à la faveur des échanges et de l'observation de leurs proches. L'un de ces modèles est indiscutablement Louis Passy<sup>3</sup>, que les Goncourt fréquentent avec l'ensemble de sa famille. Louis Passy et sa sœur Blanche inspirent les personnages de la jeune bourgeoisie que sont Henri et Renée Mauperin. Candidat libéral sous le Second Empire et du centre droit sous la III<sup>e</sup> République, député, secrétaire d'État aux Finances, économiste politique, Louis Passy est partisan de la monarchie constitutionnelle, mais conteste la politique du *laissez faire* et du *laissez aller*. Il vante une tradition familiale de députés, de secrétaires d'État et de ministres dont on retrouve les portraits dans le *Journal*<sup>4</sup>. Attaché aux Orléans, il essaye d'orienter l'Empire vers des choix plus libéraux, mais sera l'homme du suffrage universel. Hippolyte Passy, son oncle, publia un livre intitulé *De l'aristocratie considérée dans*

---

1. Les Goncourt considèrent la société de l'argent comme avilissante par rapport à la société d'Ancien Régime, alors que pour les libéraux comme Tocqueville il s'agit d'une société où tous les individus disposent des mêmes opportunités et où les riches sont devenus tels en vertu de leur travail et en partant souvent du bas de l'échelle sociale.

2. Robert Ricatte, *La Création romanesque chez les Goncourt 1851-1870*, Paris, Armand Colin, 1952, pp. 123-125.

3. Sur Louis Passy, voir la *Notice sur la vie et les travaux de M. Louis Passy par M. Charles Adam*, membre de l'Académie, lue dans la séance du 15 avril 1916, Paris, Typographie de Firmin-Didot et C<sup>e</sup>, 1916 ; Louis Régnier, *Louis Passy, sa vie et ses œuvres*, Pontoise, Imprimerie de Lucien Paris, 1917.

4. Le père de Louis Passy, Antoine, fut député de l'Eure de 1830 à 1837, conseiller d'État en 1839, sous-secrétaire d'État au ministère de l'intérieur sous Guizot jusqu'en 1848. Son oncle Hippolyte, lui aussi député, fut trois fois ministre sous Louis-Philippe, président de la chambre en 1839, pair de France en 1843 et ministre des finances en 1848. Son cousin Frédéric fut député, professeur et défenseur du libre-échange.

ses rapports avec les progrès de la civilisation, et fut accusé par les Goncourt d'être un homme « qui a la bouche toujours pleine de l'égalité de 89, dont toutes les paroles sonnent la mort des castes et la haine de l'aristocratie<sup>1</sup> ». Les deux frères sont fascinés par cette puissante famille bourgeoise, mais après 1863, qui marque la fin de l'amitié entre Jules et Louis, ils assimilent Louis Passy à l'envie et à l'ambition bourgeoises, aux arrivistes enfantés par le parlementarisme qui n'hésitent pas à adapter leurs idées aux gouvernements en place<sup>2</sup>. Un autre prototype du bourgeois est Léonidas Labille. Obsédé par la nécessité de s'enrichir, libéral sous la Restauration, il renie son passé de révolutionnaire<sup>3</sup>. Signalons que l'oncle des Goncourt, Pierre-Antoine-Victor de Goncourt, fut élu représentant des Vosges ; favorable au gouvernement de Louis-Philippe, il accepta mal l'instauration de la II<sup>e</sup> République, mais dut se ranger du côté des républicains plus modérés. Il fera partie de l'Assemblée constituante en 1848 et emmènera souvent Edmond à des réunions politiques. Ces modèles réels, qui inspirent la fiction, côtoient les alter ego des deux frères – Coriolis et Demailly en particulier. Historiquement en retard par rapport à leur époque, ces derniers semblent ignorer les bouleversements de la société, se réfugiant dans le monde de l'art grâce à leur fortune personnelle qui les met à l'abri des compromis. Leur décalage vis-à-vis de la contemporanéité, que l'on aurait tendance à attribuer à des conditions psychologiques, est avant tout historique et relève d'un refus d'adaptation que les romanciers exaltent au nom de la mélancolie créatrice et distinguée.

La position des deux frères vis-à-vis du libéralisme politique et éthique peut paradoxalement apparaître modérée si on la compare aux critiques dont fait l'objet le libéralisme économique, jugé responsable de la puissance acquise par la bourgeoisie au détriment de la noblesse<sup>4</sup>. Les Goncourt, qui assistent à des bouleversements financiers sans précédent et à l'installation d'une économie de marché et de la libre concurrence, repoussent le capitalisme libéral, l'empire des banques et de la Bourse, le crédit et la spéculation, auxquels ils imputent la déchéance morale de la société<sup>5</sup>. Ils refusent que les capacités et les mérites de

1. Gisors, du 6 au 24 septembre 1859, édition Jean-Louis Cabanès, II, p. 275.

2. Cf. dimanche 19 juillet 1874, *Journal*, éd. Ricatte, II, pp. 584-584 ; mais aussi dimanche 3 septembre 1876, *ibid.*, p. p. 710.

3. Voir son portrait dans *Journal des Goncourt*, édition Jean-Louis Cabanès, I, p. 65-68(1852).

4. Benedetto Croce différencie le libéralisme politique et éthique du « libérisme » économique, dénonçant les abus que ce dernier peut engendrer s'il devient une théorie éthique illégitime et ne demeure pas relégué dans son rôle de principe économique légitime, entraînant une morale hédoniste et utilitaire (cf. Benedetto Croce, « Liberalismo e liberismo », *Erica e politica aggiuntovi il Contributo alla critica di me stesso*, Bari, Gius. Laterza&Figli, 1956, pp. 323-327). Les Goncourt participeront de la polémique aristocratique et réactionnaire qui, comme l'explique Croce, identifiera le bourgeois avec le capitaliste, le spéculateur, le commerçant enrichi, le politicien ou le démagogue et s'imposera aux yeux de tous comme une négation de la civilisation moderne (Benedetto Croce, « Di un equivococoncettostorico: la "Borghesia" », *ibid.*, p. 332).

5. Adeline Daumard, « Argent et société », *Romantisme*, 40, 1983, p. 4. Pour une analyse du rôle que les Goncourt attribuent à l'argent et son rapport avec la société bourgeoise, nous renvoyons à notre article sur « Les Goncourt ou la vision antilibérale de l'histoire », *cit.*

l'individu puissent se mesurer en fonction de la fortune et défendent le mérite du rang et du talent. Ils estiment que la politique du *laissez faire, laissez aller*, établie par De Gournay et Quesnay au siècle précédent, et qu'ont encouragée Louis-Philippe puis Napoléon III, a permis la curée des intérêts économiques dont la bourgeoisie seule a tiré avantage – reproche déjà formulé par Tocqueville et Renan. Edmond se plaint d'ailleurs du gouvernement républicain de 1891 et souligne la cherté de la vie qu'il attribue à la prépondérance donnée à la société juive, autrement dit « à la diminution de la rente, à la baisse des fermages : les deux capitaux et les deux revenus des Français qui ne sont pas Juifs, pas tripoteurs d'argent<sup>1</sup> ». Pour les Goncourt, qui ont très vite pris le parti de se satisfaire de la fortune dont ils disposent, les revenus honnêtes sont pour eux exemplairement ceux dont ils bénéficient – la terre et la rente<sup>2</sup>. Ils opposent l'attitude généreuse de la noblesse face à l'argent par comparaison avec l'épargne bourgeoise<sup>3</sup>. Dès 1856, les deux auteurs insistent sur l'hostilité du gouvernement de l'Empire envers le patrimoine familial, et s'insurgent qu'il n'ait « de considération, d'égards, de respect que pour le capital véreux de la Bourse<sup>4</sup> ». Bien qu'ils connaissent les travaux d'économie politique de Louis Passy et ceux des membres de sa famille, bien qu'ils vivent à une époque où s'affirme l'économie politique moderne, ils refusent que l'exercice du pouvoir soit gagé sur des considérations financières et économiques<sup>5</sup>. La critique devient féroce quand ils remarquent que l'égalité et le libéralisme bourgeois ont promis au peuple une progression économique que les instruments mis en place pour y parvenir n'ont pas assurée : l'instruction publique n'a pas réussi à élever le niveau des classes les plus basses que les Goncourt jugent encore incapables de s'autogérer ; la caisse d'épargne n'a pas systématiquement permis l'accès à la propriété, alors que s'est répandue auprès du peuple la pratique de la spéculation. Les deux auteurs ne croient pas aux possibilités d'élévation sociale que peut fournir l'argent aux classes démunies, de même qu'ils estiment, contrairement à Zola, que l'artiste doit être à l'abri de tout souci matériel pour pouvoir

1. Samedi 11 avril 1891, *Journal*, éd. Ricatte, III, p. 570.

2. À la mort de sa mère, alors qu'il a quitté son emploi au ministère, Edmond écrit à son cousin Léonidas qu'il préfère se contenter de « l'*aurea mediocritas* chantée par Horace » plutôt que de « passer par toutes les exigences absurdes d'hommes qui ne vous valent pas sous le rapport de l'honnêteté et de l'intelligence », de « sacrifier toutes ses convictions politiques », d'« annihiler son intelligence dans trente années de chiffres, voire même pour arriver à un traitement de 12.000 F » (lettre à Léonidas Labille, datée novembre 1848, *Correspondance générale (1843-1862)*, op. cit., p. 66).

3. 28 août, *Journal*, édition Jean-Louis Cabanès, II, p. 454 ; 19 janvier 1862, *ibid.*, III, p. 762 ; 5 juin 1862, *ibid.*, p. 821. Les Goncourt se rangent tout naturellement du côté de la dépense et du gaspillage aristocratique (dimanche 8 mars 1863, *ibid.*, p. 945).

4. Fin mai 1856, *Journal des Goncourt*, éd. Jean-Louis Cabanès, I, p. 265. C'est déjà un témoignage de leur antisémitisme : les Goncourt considèrent que le gouvernement est asservi aux millions des juifs, tout comme la grande presse. Renan est accusé de faire partie de ces « gens sans fortune, sans traditions de famille, qui ont du talent et de l'esprit » mais qui alimentent « le marché des corruptions » (janvier 1862, *Journal*, *ibid.*, III, p. 767).

5. 27 décembre 1860, *ibid.*, II, p. 552.

créer dans la liberté et l'autonomie qui lui sont nécessaires<sup>1</sup>. Ils regrettent d'ailleurs que l'ambition et la volonté carriériste d'exercer un métier se soient emparées de la littérature, notamment sous la forme du journalisme. Ce refus de gagner sa vie, d'amasser de l'argent, tient d'un fantasme aristocratique qui fait de l'artiste un aristocrate, le seul représentant authentique de la noblesse dans cette société bourgeoise amoindrie.

Le refus inconditionné de la société de l'argent ne fait qu'un avec l'antisémitisme qu'affichent les deux frères quand il s'agit de décrire le pouvoir de la fortune. Si cet antisémitisme est assez généralisé dans la société française de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, il est aussi l'une des formes que revêt l'anti-modernisme dont participent les Goncourt<sup>2</sup>. Les Juifs incarnent à leurs yeux le produit le plus délétère du libéralisme économique, ils sont le symbole de l'argent, du commerce et de l'égoïsme, le germe du capitalisme, et les grands banquiers de l'époque – les Rothschild, les Pereire, Jules Mirès ou Félix Solar – témoignent de l'« insolent triomphe de la juiverie républicaine », une véritable « *youtrierie*<sup>3</sup> ». L'argent se révèle non seulement bourgeois mais sémitique, le juif et le bourgeois devenant ainsi les emblèmes de la société moderne capitaliste, du monde industriel et du pouvoir de la finance en mesure de contrôler le pouvoir politique.

Les privilèges ont donc seulement changé de forme et ceux qui les détiennent – une minorité simplement enrichie, sans talent ni distinction – continuent à suborner le pouvoir, au vu et su d'une majorité qui a conquis certaines libertés mais qui voit les inégalités se reproduire. Le système représentatif, vicié par le principe de la souveraineté déléguée à la majorité, peut dès lors apparaître comme un leurre ou comme une menace. L'idéologie conservatrice et réactionnaire des Goncourt, préoccupée de la dissolution des liens sociaux qu'a engendrée l'égalité, pourrait ainsi se profiler comme une opération de démythification en partie mystifiée par ses présupposés ; elle a trouvé en vérité son exutoire dans l'exercice littéraire.

Federica D'ASCENZO

1. Le rapport existant pour les Goncourt entre l'art et l'argent, et par conséquent entre l'artiste et le bourgeois, a été analysé par Stéphanie Champeau (*La notion d'artiste chez les Goncourt (1852-1870)*, Paris, Honoré Champion, 2000).

2. Antoine Compagnon, *op. cit.*, p. 189. C'est aussi l'opinion de Renan – pour qui « Tout juif est un libéral » – et de Brunetière. Sur l'antisémitisme des Goncourt, cf. Michel Winock, « L'antisémitisme des Goncourt », Jean-Louis Cabanès, Pierre-Jean Dufief, Robert Kopp, Jean-Yves Mollier (éds), *Les Goncourt dans leur siècle. Un siècle de « Goncourt »*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2005, pp. 193-202 ; Juliette Benamron, « La judéité de Manette Salomon ou une écriture de la réticence », *Cahiers Edmond et Jules de Goncourt*, 21, 2014, pp. 155-165. Robert Ricatte précise dans son ouvrage les lectures des deux frères à ce sujet (*op. cit.*, p. 319).

3. Mardi 5 janvier 1886, *Journal*, édition Ricatte, II, p. 1213 ; samedi 17 avril 1886, *ibid.*, p. 1242.

## Table des matières

### Dossier : Les Goncourt : politique, histoire, religion

Pierre-Jean-Dufief : Avant-Propos .....	7
Jean-Louis Cabanès : La Deuxième République dans les premières œuvres des Goncourt .....	11
Pierre-Jean Dufief : Penser et peindre la famille dans l'œuvre des Goncourt ...	29
Federica D'Ascenzo : Les Goncourt et l'idéologie libérale ou <i>Les idées révolutionnaires de deux conservateurs</i> .....	45
Nicolas Bourguinat : <i>Madame Gervaisais</i> , l'Empire et la campagne ultramontaine de 1851-1853.....	59
Éléonore Reverzy : Raconter le Second Empire : <i>Chérie</i> .....	73
Émilie Serminadiras : Grandeur et folie de la religion : la représentation de la dévotion féminine de <i>Sœur Philomène</i> à <i>Madame Gervaisais</i> .....	85
Lola KheyarStibler : L'écriture du ravissement dans <i>Sœur Philomène</i> (1861), <i>Germinie Lacerteux</i> (1865) et <i>Madame Gervaisais</i> (1869) .....	101
Barbara Giraud : Espaces des discours médical et religieux à l'œuvre dans <i>Madame Gervaisais</i> et dans <i>L'Évangéliste</i> .....	117
<i>Documents</i> .....	129

### Varia

Basile Pallas : Le tableau menacé : heurs et malheurs de la création artistique dans <i>Manette Salomon</i> .....	149
Notes de lecture .....	171
Nécrologie .....	187

## *Société des Amis des Frères Goncourt*

**Fondateur** Alain Barbier Sainte Marie

### Conseil d'administration

<b>Président</b>	Pierre-Jean Dufief
<b>Vices-Présidents</b>	Vérane Partensky Christian Galantaris
<b>Secrétaire général</b>	Jean-Louis Cabanès
<b>Trésorier</b>	Bernard Giovanangeli
<b>Membres</b>	Gabriel de Broglie (de l'Académie française) Élisabeth Launay Béatrice Laville Vérane Partensky Pamela Warner

### Directeurs de la publication

Pierre-Jean Dufief  
Béatrice Laville  
Vérane Partensky

ISSN 1243-8170  
ISBN 2-9514420-0-9